

Collectif nantais Romeurope

Communiqué de presse

Les droits de l'Homme et les droits d'une femme Rom et de ses enfants

Le 23 décembre 2008

Installés au milieu d'une friche urbaine, dans le quartier de la Colinière, Violetta et ses 5 enfants se sont vu notifier une procédure d'expulsion le jeudi 11 décembre. La veille, trois autres familles, voisines de son campement, ont été elles aussi expulsées. La sécurité physique et matérielle de la famille de Violetta n'était plus assurée ; ce qui se profilait était la mise à la rue. Une solution d'urgence a été trouvée dès le mercredi 10 au soir pour seulement 2 nuits à l'hôtel.

Violetta vit seule avec ses 5 enfants depuis le décès de son mari. Ses enfants sont tous scolarisés : au collège de la Colinière pour les 2 grands et à l'école primaire Urbain Le Verrier pour les 3 petits. Depuis son arrivée en France, Violetta a appris notre langue et a commencé à tisser des relations sociales dans le quartier et avec le milieu scolaire.

Ces critères d'intégration l'ont naturellement amenée à refuser l'"aide au retour" au pays proposée par l'ANAEM (Agence Nationale de l'Accueil des Etrangers et des Migrations). Citoyenne européenne, depuis l'entrée de la Roumanie dans la communauté européenne en 2007, Violetta paie « cher » sa décision de refuser cette aide. Depuis l'expulsion du terrain, le collectif nantais Romeurope, les membres du Collectif "Un logement pour tous et toutes" et les personnes qui accompagnent cette famille se heurtent à un mur de non-recevoir de la part des pouvoirs publics :

- refus de trouver une solution de la part de la Préfecture et de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- refus de l'admettre sur l'un des 3 terrains d'accueil temporaire aménagés par Nantes Métropole, qui offrirait à cette famille un moyen d'insertion sociale, objectif recherché et affirmé de ces terrains ;
- refus des services sociaux de Nantes de lui accorder un logement d'urgence.

Pour Violetta, la seule solution a été, depuis son expulsion, de s'installer en un lieu provisoire. Malgré la situation troublée de ces derniers jours, les 5 enfants ont été présents tous les jours à l'école. Violetta et ses enfants demandent aux pouvoirs publics un lieu pour loger et mettre sa caravane et ainsi permettre la continuité de la scolarisation de ses enfants.

Peut-on continuer à laisser une famille dans un tel état d'insécurité et de précarité matérielle et sociale ?

Peut-on continuer à laisser une femme isolée et seule, en charge de 5 enfants, sans autre espoir que d'attendre une prochaine expulsion, voire une Obligation à Quitter le Territoire Français ?

Peut-on continuer à faire croire que l'aide au retour au pays est la solution universelle pour ces Roms qui ont quitté leur pays d'origine où ils vivaient, et vivent encore, une situation inacceptable de racisme, d'exclusion, de précarité, d'habitat indigne et de violence ?

Peut-on enfin laisser une femme et des enfants qui tentent de survivre malgré une indifférence généralisée des pouvoirs publics ?

Ne peut-on envisager, en ces temps de crise, un peu de solidarité et d'humanité ?

Le Collectif nantais Romeurope est décidé à poursuivre ses actions afin d'améliorer l'accès aux droits fondamentaux des Roms migrants (santé, logement, emploi, éducation, liberté de circulation) et de lutter contre les discriminations et violations des droits dont ils sont victimes. Le Collectif continue d'interpeller l'Etat, les collectivités locales et les institutions, chacun à son niveau et selon ses compétences, afin de rechercher des solutions pour un traitement, respectueux des droits et solidaire, de la situation des Roms en France.